Projet d'intervention

Jean-Marc Châtaigner – Réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires

9 avril, Paris

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de remercier le Réseau de prévention des crises alimentaires et le Club du Sahel de l'OCDE d'avoir organisé cette réunion de haut niveau. C'est un honneur pour moi de prendre la parole devant vous.

L'an dernier, face au risque de crise alimentaire dans la région, nous nous étions mis d'accord pour travailler ensemble au Sahel et appuyer étroitement les politiques nationales et les efforts d'intégration régionale, promouvoir la prévention des risques et le renforcement de la résilience des populations les plus vulnérables.

Un an plus tard, force est de constater que les efforts conjoints n'ont pas été vains. Grâce à la détermination des gouvernements, comme celui du Niger avec la stratégie 3N[1], à une mobilisation précoce des organisations régionales, des agences et des bailleurs, au fonctionnement des systèmes locaux d'alerte précoce, mais aussi aux bonnes récoltes de la fin 2012, une catastrophe humanitaire de grande ampleur a pu être évitée.

Cependant, les perspectives actuelles d'une bonne campagne agricole et pastorale dans la région ne doivent pas nous inciter à relâcher nos efforts, car les facteurs de risque sont toujours là. Les ménages pauvres continuent à faire face à des difficultés alimentaires et nutritionnelles du fait des prix élevés des denrées, de l'endettement, de l'érosion des moyens d'existence, des difficultés d'approvisionnement et des déplacements de population liés à la crise malienne.

Nous devons agir structurellement. L'une de nos priorités doit être d'investir dans la prévention des crises. A cet égard, des évaluations communes de la situation de la sécurité alimentaire, comme nous l'avons fait à Ouagadougou lors de la précédente réunion du réseau de prévention des crises alimentaires en décembre dernier, indiquent la voie à suivre.

L'aide alimentaire d'urgence de la communauté internationale n'est pas une réponse suffisante. Pour sortir du cycle des crises au Sahel, il nous faut promouvoir la résilience et le

[1] les Nigériens nourrissent les Nigériens.

développement sur une perspective de long terme, essentielle pour coordonner les efforts de tous autour d'objectifs partagés. Nous devons renforcer le lien entre humanitaire et développement et nous appuyer sur l'élevage et le développement agricole et rural. La résilience exige de mettre en place une approche multisectorielle, qui prenne en compte, au-delà de la seule sécurité alimentaire, l'éducation, la santé, l'énergie, les infrastructures et le genre. Face à la répétition des crises, nous devons trouver les moyens de briser la « culture de la crise alimentaire » et nous attaquer ensemble aux causes structurelles de ces crises.

A ce titre, la France soutient pleinement l'initiative de la Commission européenne pour promouvoir la résilience des populations les plus vulnérables au Sahel, dans le cadre de l'Alliance Globale pour l'Initiative Résilience (AGIR). L'Afrique de l'Ouest dispose avec ses structures régionales, la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS, de l'architecture institutionnelle complète permettant d'assurer la gouvernance politique et technique pour mettre en œuvre de manière opérationnelle cette alliance. Cette architecture doit servir de moteur.

Une articulation devra être faite entre AGIR et les autres processus en cours, notamment la Nouvelle alliance du G8 sur la sécurité alimentaire et la nutrition (qui concerne en Afrique de l'Ouest le Burkina Faso, le Ghana et la Côte d'Ivoire et auxquels devraient s'ajouter le Sénégal, le Bénin et le Nigeria), l'initiative de la CEDEAO, soutenue par le G20, pour la mise en place de réserves alimentaires régionales et le lancement de la plateforme pour la gestion du risque agricole (PARM). Cette architecture doit servir de moteur.

Je voudrais conclure en félicitant le secrétariat du Club du Sahel et du CILSS pour le travail qu'ils ont mené au cours des derniers mois et qui a été finalisé ces deux derniers jours pour élaborer la feuille de route régionale de l'Alliance. Sa validation fait franchir un cap majeur qui va maintenant permettre de passer à la phase de mise en œuvre au niveau national et ainsi d'améliorer et d'accélérer les programmes nationaux et régionaux.

Cette importante avancée nous donne des perspectives très encourageantes pour le développement et la réduction de manière durable de la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle au Sahel.